ASSEMBLÉE NATIONALE

12 juillet 2023

RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT DES ÉLUS LOCAUX DANS LA MISE EN ŒUVRE
DE LA LUTTE CONTRE L'ARTIFICIALISATION DES SOLS - (N° 1511)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

AMENDEMENT

N° 5

présenté par
le Gouvernement

ARTICLE 10

I. – Rédiger ainsi l'alinéa 1 :

« I. – Après l'article L. 321-15 du code de l'environnement, il est inséré un article L. 321-15-1 ainsi rédigé : »

II. – En conséquence, au début de l'alinéa 2, substituer à la mention :

« 3° *ter* »

la mention :

« *Art. L. 321-15-1. –* ».

III. – En conséquence, au même alinéa, après le mot :

« sols »

insérer les mots :

« dans les documents de planification régionale et d'urbanisme ».

IV. – En conséquence, à la fin dudit alinéa, supprimer les mots :

« du code de l'environnement ».

V. – En conséquence, au début de la première phrase de l’alinéa 3, substituer aux mots :

« Pour l’évaluation des objectifs chiffrés de lutte contre l’artificialisation des sols fixés dans les documents de planification et d’urbanisme, »

les mots :

« Pour l’atteinte de ces objectifs, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement rédactionnel propose une codification de l’article 10 de la proposition de loi qui comprend une mesure pérenne pour la déclinaison territoriale des objectifs de lutte contre l’artificialisation des sols et le suivi de l’artificialisation au regard des enjeux de gestion intégrée du recul trait du côté.